



Communiqué de presse du réseau Faire Vivre et Renforcer le Parti Communiste Français, Bas-Rhin.

A l'issue du Comité National des 27 et 28 mars 2010, la direction nationale du Parti Communiste Français décidait d'organiser, ce mois de juin 2010, un congrès dit d'étape destiné à confirmer la stratégie dudit front de gauche et à régler la succession de Marie-George Buffet au poste de Secrétaire National.

Ce congrès a été organisé partout en France avec un but inavoué : mettre à l'écart des discussions et décisions politiques les militants ayant exprimé des désaccords avec la stratégie de front de gauche telle qu'elle a pu être mise en oeuvre lors des dernières élections européennes et régionales.

Pourtant, un constat s'impose aujourd'hui à de nombreux militants communistes et observateurs extérieurs : la stratégie de front de gauche a causé une chute de l'influence du PCF **avec la perte d'une centaine d'élus régionaux communistes au niveau national** ; elle a initié depuis lors un processus de dissolution et d'effacement du PCF qu'un nombre croissant de communistes n'accepte pas ou plus dans la période actuelle.

Cette stratégie de front de gauche et sa focalisation quasi-incantatoire sur l'échéance électorale de 2012 entraîne le Parti Communiste Français dans des compromissions politiciennes douteuses, des renoncements stratégiques irresponsables et, conséquence logique, un éloignement progressif mais marqué par rapport aux attentes immédiates des classes populaires.

Sous des prétextes fallacieux qui rappellent amèrement des épisodes sombres de l'histoire du communisme français, en ce 90^{ème} anniversaire de la fondation du PCF et ce 92^{ème} anniversaire de la fondation du premier Parti communiste d'Alsace-Lorraine, la direction fédérale du Bas-Rhin a pris la responsabilité politique historique de ne pas accorder aux délégués de l'une des plus grandes cellules du parti de l'agglomération de Strasbourg, **la cellule Guy Môquet d'Illkirch-Graffenstaden**, le droit de vote au congrès dit d'étape organisé les 4 et 5 juin 2010 à Strasbourg.

Cette décision politique n'est pas innocente. Elle vise l'une des organisations locales les plus actives du Bas-Rhin et surtout les plus critiques vis-à-vis de la ligne politique de la direction nationale.

Cette manœuvre grossière et sans appel de la direction fédérale porte gravement atteinte à l'unité du parti dans le Bas-Rhin et doit constituer un signal inquiétant pour tous les militants actifs et tous les adhérents du Parti Communiste Français du Bas-Rhin.

Nous prenons acte de cette décision fédérale inique.

Résolus à défendre la souveraineté des communistes, attachés à la préservation de la démocratie au sein du Parti Communiste Français mais aussi à la défense des principes qui ont participé à forger sa raison d'être et dont le parti a été progressivement dépouillé depuis plusieurs années, **nous décidons**, en conséquence, de constituer, ce jour, samedi 5 juin 2010, une structure d'accueil, d'action et d'initiative pour tous les communistes du Bas-Rhin, les anciens adhérents et les sympathisants qui entendent résolument défendre, faire vivre et renforcer le PCF : **le Réseau Communiste d'Alsace.**

En cette 90^e année d'existence du Parti Communiste Français nous nous efforcerons de faire mentir tous ceux qui au sein du parti et à l'extérieur de celui-ci parient ou agissent pour son effacement définitif du paysage politique régional et national.

Illkirch-Graffenstaden
le Samedi 5 juin 2010
Septidi 17 Prairial, 218^e année du calendrier républicain.